



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°41 – 9 au 13 octobre 2023

Faits saillants :

- **Afrique australe** : Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI – WEO)
- **Afrique du Sud** : La production manufacturière augmente et la production minière recule (StatsSA)
- **Afrique du Sud** : Deuxième édition de la conférence sur l'efficacité énergétique des bâtiments

Zoom sur les enjeux de la transformation du secteur minier sud-africain

Le 29 septembre, la Banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*) a Dans son rapport « SA Mine 2023 », le cabinet PwC identifie les principaux risques qui pèsent à court terme sur l'industrie minière sud-africaine, qui ont fait l'objet de débats entre les principaux acteurs du secteur lors du forum Joburg Indaba (4-5 octobre), dont PwC était le principal sponsor. Depuis 1993, la contribution de l'industrie minière dans le PIB sud-africain est passée de 10% à 4,4%, avec une croissance annuelle négative (-0,4% par an en moyenne) sur cette période. Ainsi, les revenus de l'industrie minière étaient en recul de 2,5% en août en glissement annuel. Le constat est particulièrement alarmant s'agissant d'une industrie qui a représenté 58% des exportations de l'Afrique du Sud sur le premier semestre 2023 (575 Mds ZAR) et employant 478 000 personnes à travers le pays. L'un des principaux défis est la raréfaction des ressources traditionnelles : PwC estime que l'industrie aurifère sud-africaine pourrait s'éteindre d'ici 27 ans tandis que les réserves sont estimées à 41 ans pour le charbon, ressource dont la demande mondiale est par ailleurs amenée à diminuer à moyen terme grâce aux efforts de lutte contre le changement climatique. D'autre part, la crise énergétique et les contraintes logistiques pèsent fortement sur les activités minières, dont les pertes en profits sont estimées à 100 Mds ZAR par an (4,9 Mds EUR) pour ces raisons. Face à ces difficultés, certaines compagnies ont déjà annoncé de potentielles procédures de « restructurations » associées à des licenciements dans des mines comme *Kloof 4* ou *Klipspruit Colliery*. Lors de cette conférence, la *Presidential Climate Commission* (PCM) a indiqué que les centrales à charbon entrées en service récemment pourraient rester en service au moins jusqu'en 2040. Le potentiel minier du pays offre néanmoins de nouvelles opportunités, notamment dans le domaine des minéraux critiques pour la transition énergétique, mais aussi pour la modernisation et la décarbonation des actifs existants, ou encore le développement de capacités de raffinage et de recyclage.

Sommaire :

Afrique australe :

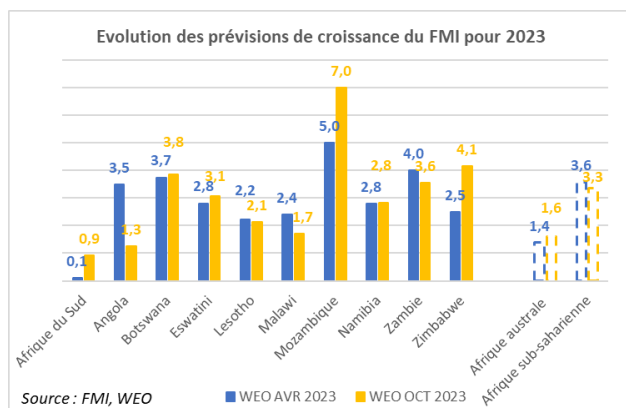
- Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*FMI – WEO*)
- L'inflation accélère en Angola et en Namibie mais ralentit au Mozambique (*INA, StatsBots, Namstats*)

Afrique du Sud:

- Extension du délai de candidature au programme d'effacement des dettes des municipalités (*Treasury*)
- Le Président du Conseil d'Administration d'Eskom démissionne
- La population sud-africaine a progressé de 20% depuis 2011 (*StatSA*)
- La production manufacturière augmente et la production minière recule (*StatsSA*)
- Un consortium d'entreprises chinoises aurait proposé 250 Mds ZAR (12,6 Mds EUR) pour résoudre la crise du secteur de la logistique
- Deuxième édition de la conférence sur l'efficacité énergétique des bâtiments

Afrique australe

Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI – WEO)



Lors de ses assemblées annuelles d'automne qui se sont tenues cette semaine à Marrakech, le FMI a présenté, le 10 octobre, ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*World Economic Outlook*). Après un ralentissement à 2,6% en 2022, la croissance devrait ralentir en Afrique australe pour atteindre 1,6% en 2023. Malgré un contexte globalement défavorable, les perspectives de la zone ont toutefois été légèrement réhaussées (+0,2 points par rapport aux anticipations d'avril 2023). Cette évolution s'explique notamment par la révision à la hausse de la croissance sud-africaine, qui devrait atteindre 0,9% sur l'année (contre 0,1% prévu en avril) – en lien notamment avec une meilleure résilience de l'économie et le ralentissement des délestages électriques au deuxième trimestre. La croissance mozambicaine a également été revue à la hausse (7%, soit +2 points), en raison des premières retombées des projets gaziers dans le nord du pays et du maintien des aides budgétaires des bailleurs. Plusieurs pays frontaliers devraient bénéficier de ces perspectives, notamment le Zimbabwe (+4,1%, soit +1,6 point), l'Eswatini (+3,1%, soit +0,3 point) et le Botswana (+3,8%, soit +0,1 point). A l'inverse, la croissance devrait être moins importante que prévue au Lesotho (+2,1%, soit -0,1 point), en Zambie (+3,6%, soit -0,4 point), au Malawi (+1,7%, soit -0,7 point) – en lien avec

l'impact de plusieurs chocs conjoncturels comme le cyclone Freddy et l'épidémie de choléra; ainsi qu'en Angola (+1,3%, soit -2,2 points), en raison de la forte baisse des ventes de pétrole. L'Afrique australe demeure la sous-région la moins dynamique du continent, avec un niveau de croissance nettement inférieur à celui observée en Afrique sub-saharienne (+3,3%).

L'inflation accélère en Angola et en Namibie mais ralentit au Mozambique (INA, StatsBots, Namstats)

Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (INE – Angola, INE – Mozambique, NamStats – Namibie) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois de septembre. En Angola, l'indicateur accélère pour le cinquième mois consécutif, atteignant 15% sur un an (+1,5 points par rapport au mois d'août). Cette tendance traduit avant tout la progression de l'inflation importée, dans un contexte de dépréciation de la devise locale face au dollar américain (-38,4% depuis 10 mai pour atteindre la parité de 828,5 AOA pour 1 USD le 12 octobre). En Namibie, la hausse des prix sur un an progresse pour le deuxième mois consécutif (+0,7 point) à 5,4%, après cinq mois de recul. Elle reste portée par les produits alimentaires (+9,8%, soit une contribution positive de 1,9 point) et les boissons alcoolisées et tabac (+7,9%, soit +1,1 point, en lien avec une hausse des droits d'accise). Parallèlement, les prix des « transports », qui s'étaient contractés au cours des deux derniers mois, repartent à la hausse (+2,2%, soit +0,5 point), portés par les hausses du prix des carburants en septembre (+120 centimes et +170 centimes respectivement pour l'essence et le diesel). A l'inverse, au Mozambique, l'inflation poursuit sa décrue pour atteindre 4,6% sur un an (contre 4,9% au mois d'août et un point haut de 13% en août 2022). Les effets de la politique monétaire restrictive de la Banque centrale (taux directeur inchangé à 17,25% depuis août 2022) continuent donc de se matérialiser – pour rappel, l'institution monétaire vise un taux d'inflation inférieur à 10% sur l'année 2023. Les transports demeurent le principal contributeur à l'inflation (+4,8% en août soit +0,7 point), après les produits

alimentaires (+3%, soit 1,3 point) et les restaurants, hôtels et cafés (+12,2%, soit +1,2 point).

Afrique du Sud

Extension du délai de candidature au programme d'effacement des dettes des municipalités (*Treasury*)

Le 10 octobre 2023, le *National Treasury* a octroyé un délai supplémentaire aux municipalités pour les inciter à rejoindre le programme d'allègement de dette. La date limite, initialement fixée au 30 septembre, a été repoussée au 31 octobre. Le programme, lancé par le Trésor Sud-africain en mars 2023, vise à l'annulation progressive de la dette des municipalités participantes (un tiers par an, pendant trois ans), sous réserve qu'elles respectent une liste de conditions (renforcement du système de collecte des paiements auprès des consommateurs - installation de compteurs prépayés, mise en place de budgets équilibrés et financés - avec des tarifs de distribution reflétant les prix d'achat à Eskom, etc.). Selon le *National Treasury*, sur les 257 municipalités sud-africaines, 136 étaient endettées auprès d'Eskom au 31 septembre 2023, pour un montant total de 58,5 Mds ZAR (2,9 Mds EUR) d'arriérés de paiement, soit environ 15% de l'endettement total de l'électricien public. A ce stade, seules 37 d'entre elles avaient postulé au programme, dont 28 ont été acceptées, la candidature des neuf restantes étant toujours en cours d'évaluation. 25 demandes supplémentaires pourraient être déposées prochainement, une fois l'accord de leurs trésors provinciaux respectifs obtenu.

Le Président du Conseil d'Administration d'Eskom démissionne

Le 9 octobre, le Ministre des Entreprises Publiques, Pravin Gordhan, a annoncé, dans un communiqué, la démission de Mr Mpho Makwana, Président du Conseil d'Administration d'Eskom. Il quittera ses fonctions fin octobre, après seulement 13 mois à ce poste. Il sera

remplacé par Mr Mteto Nyati, homme d'affaires reconnu et ancien Directeur Général de l'opérateur téléphonique MTN puis du groupe informatique *Altron*. Cette annonce intervient dans un contexte de crise de gouvernance de l'électricien public, et sur fond de désaccord avec le Ministre Gordhan sur le processus de nomination du Directeur Général. En effet, depuis le départ d'André de Ruyter en février 2023, Eskom n'a toujours pas nommé de Directeur Général et reste dirigée par Calib Cassim, Directeur financier qui occupe le poste par intérim. Alors que près de 150 candidatures ont été étudiées, le Président du Conseil d'Administration avait proposé au Ministère de tutelle, le mois dernier, la nomination de Mr Dan Marokane, Directeur général par intérim du groupe sucrier *Tongaat Hulett*, et ancien cadre dirigeant d'Eskom. Mr Gordhan avait refusé la proposition, jugeant que les règles du processus de sélection, obligeant notamment le Conseil d'Administration à soumettre au Ministère trois candidatures, n'avaient pas été respectées. Plusieurs autres irrégularités avaient été soulignées, comme l'exclusion systématique des candidats âgés de plus de 60 ans. Le processus a depuis été relancé.

La population sud-africaine a progressé de 20% depuis 2011 (*StatSA*)

Le 10 octobre, l'agence nationale des statistiques (*StatSA*) a publié les premières données de son recensement décennal (*Census 2022*). 62,03 M individus habitent sur le territoire sud-africain, répartis dans 19,3 M de foyers. La population a ainsi augmenté de 20% depuis le dernier recensement de 2011. Elle vit principalement dans les Provinces du Gauteng (24,4%), du KwaZulu-Natal (20%) et du Cap Occidental (12%). D'après les données socio-économique, les conditions de vie des sud-africains se sont significativement améliorées sur la décennie : presque 90% de la population vit dans un logement formel, 95% a accès à l'électricité et 82% à l'eau courante, des indicateurs supérieurs de respectivement 5, 10 et 7 points aux données de 2011. Les statistiques ethniques reflètent par ailleurs une augmentation de la part des

populations « noire » et « asiatique/indienne » (respectivement 81% et 2,7% de la population totale, contre 79% et 2,5% en 2011). La population « métisse » reste stable (8%), tandis que la population « blanche » est en net recul (7,3%, contre 8,9% en 2011). A noter que dans le contexte de la crise de la covid-19, la tenue du recensement, qui devait initialement avoir lieu en 2021, a été décalée à février 2022.

La production manufacturière augmente et la production minière recule (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 1,6% au mois d'août par rapport à la même période de l'année précédente, après 2,2% le mois précédent. Il s'agit donc de la cinquième hausse consécutive de l'indicateur. Le secteur a été porté par les industries pétrolière et chimique (+7,2% soit une contribution positive de 1,4 point) et métallique et sidérurgique (+4% soit +0,8 point). L'industrie agroalimentaire enregistre en revanche une contraction de son activité (-3%, soit une contribution négative de 0,7 point). Malgré les difficultés persistantes d'approvisionnement en électricité et les dégradations des termes des échanges sud-africains, le secteur, qui fait preuve d'une certaine résilience, devrait enregistrer une légère croissance sur l'année 2023. A l'inverse, la production minière a reculé de 2,5%, après une baisse de 4,4% le mois précédent. Cette contraction est légèrement supérieure aux anticipations des observateurs qui tablaient sur un recul de 2% (consensus Bloomberg). L'évolution traduit notamment la baisse de la production de diamants (-54,6%, soit -2,7 points) et de minerais de manganèse (-7,9%, soit -0,6 point) sur un an. La production de sept sous-secteurs sur douze a toutefois augmenté, notamment celle des minerais de fer (+5,3%, soit +0,6 point) et du groupe platine (+2,7%, soit +0,6 point). A noter qu'en glissement mensuel, la production a en revanche augmenté de 0,8%, après une contraction de 1,7% au trimestre précédent. Les perspectives d'évolution du secteur demeurent toutefois défavorables, dans un contexte marqué par une modération des

cours au niveau mondial et la persistance d'importantes difficultés logistiques au niveau national.

Un consortium d'entreprises chinoises aurait proposé 250 Mds ZAR (12,6 Mds EUR) pour résoudre la crise du secteur de la logistique

En marge de la visite du Président Xi Jinping en Afrique du Sud et du sommet des BRICS (21-24 août), un consortium d'entreprises chinoises a présenté au Département des Entreprises publiques (DPE) un plan d'investissement couvrant le secteur de la logistique. Selon le média *Moneyweb*, ce plan d'investissement représenterait 250 Mds ZAR (12,6 Mds EUR) d'investissements et viserait à développer des couloirs logistiques dans l'ouest du pays pour relier les provinces productrices de minerais (Gauteng, Limpopo, Mpumalanga, North West) aux principaux ports de la région (Durban, Richards Bay et Maputo au Mozambique). La proposition chinoise comporterait plusieurs volets : (i) **Opérations logistiques** - Création d'une structure autonome en louant les infrastructures et le matériel roulant, routier et ferroviaire, de Transnet pour prendre en charge la gestion des chaînes logistiques ; (ii) **Capacités de terminaux** - Construction d'un nouveau hub logistique à Johannesburg en remplacement du *City Deep*, qui est déjà le premier port sec du pays (400 000 TEU de capacités), et développement des capacités du terminal de vrac de Richard's Bay. Cet investissement permettrait notamment d'augmenter la capacité de la ligne ferroviaire du charbon débouchant à Richards Bay, qui passerait de 80 M à 130 M tonnes ; (iii) **Energie** : Un volet énergétique serait également prévu, avec la construction d'une centrale à gaz à Richard's Bay, qui serait alimentée par un pipeline, soit depuis le Mozambique (sous-marine), soit depuis l'usine de liquéfaction de charbon de Secunda (Mpumalanga). Le DPE a confirmé avoir reçu les dirigeants du groupe China Communications Construction Company (CCCC), entreprise publique à la tête du consortium d'entreprises, tout en précisant que le Ministre Pravin Gordhan n'avait pas suivi le sujet directement. CCCC serait ainsi toujours en



attente d'une confirmation d'intérêt de la partie sud-africaine. A noter que la conclusion d'un accord impliquerait également la conclusion d'un mémorandum d'entente (MoU) gouvernemental entre l'Afrique du Sud et la Chine, qui identifierait des modalités de financement.

Deuxième édition de la conférence sur l'efficacité énergétique des bâtiments

La deuxième conférence sur l'efficacité énergétique des bâtiments s'est tenue jeudi 12 octobre à la Résidence de France à Pretoria. Ce secteur présente une importance particulière pour assurer une transition énergétique réussie en Afrique du Sud puisqu'il représente à lui seul 43% des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale. Lors de cette rencontre, de intervenants du secteur public – DPWI, SANEDI, SAEEC, SALGA, City of Tshwane... - ont unanimement reconnu l'urgence autour de l'efficacité énergétique, notamment dans le secteur des bâtiments. Cet événement était organisé par le Service économique régional (SER) de l'Ambassade de France à Pretoria et animé par des acteurs français et sud-africains – Saint Gobain, Schneider Electric, EDF et GBCSA. Ce séminaire rassemblait des entreprises privées et des décideurs institutionnels sud-africains autour des sujets de politiques publiques, de financements et des outils à mettre en œuvre pour accélérer les efforts en la matière.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 12/10/2023	Evolution des taux de change USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,89 ZAR	2,9%	0,4%	-5,5%	-10,1%
Angola	825,8 AOA	-0,1%	0,0%	-48,0%	-39,0%
Botswana	13,6 BWP	0,9%	-0,3%	-3,6%	-6,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	21,5 ZMW	-1,2%	-2,9%	-26,5%	-15,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT, Pierre FINOT, Antoine
WILLENBUCHER & Antoine MOISSON
Revu par Antoine WILLENBUCHER,
Claire JOLLY et Thibault DORNON